

<http://ugtg.org/spip.php?article445>



20 - 23 Mars 1967 : 4 jours de révolte populaire à Basse-Terre

- La Centrale UGTG - Mémoire des luttes -

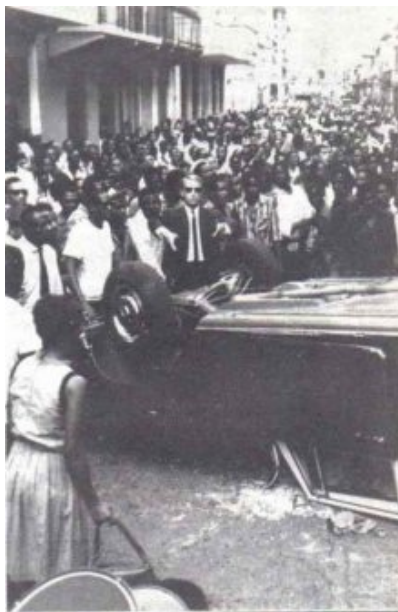


Date de mise en ligne lundi 21 juillet 2008

Copyright © UGTG.org - Tous droits réservés

Les journées de révolte à Basse-Terre

Basse-Terre - Lundi 20 mars 1967 : Il est environ 9 heures du matin quand SNRSKY, commerçant européen, propriétaire du magasin de chaussures le "Sans Pareil", lâche son chien berger allemand contre Raphaël BALZINC, cordonnier-cloûteur ambulant, en lui lançant : "Dis bonjour au nègre". BALZINC, est un homme âgé et infirme...



MAILLARD tentant de canaliser la foule en colère

Aussitôt, un premier attroupement se forme à l'entrée du magasin. Et là, BALZINC, toujours à terre, explique aux passants que cela fait un moment déjà que SRNSKY prétend lui interdire l'usage du trottoir devant son magasin.

Les gens s'émeuvent, la parole circule, l'orage gronde. SRNSKY, perché sur son balcon ricane grassement, invective les guadeloupéens et défie même les policiers noirs venus sur place.

11 Heures : L'émotion est à son comble et la foule en colère grossit : dockers, lycéens, employés, marchandes... se massent devant le magasin.

12 Heures : La rumeur enfle et se propage dans toute la Guadeloupe. A Basse-Terre, la colère laisse alors place à la révolte : le magasin de SRNSKY est saccagé, ses deux voitures retournées. L'infâme lui, échappe de peu au lynchage.

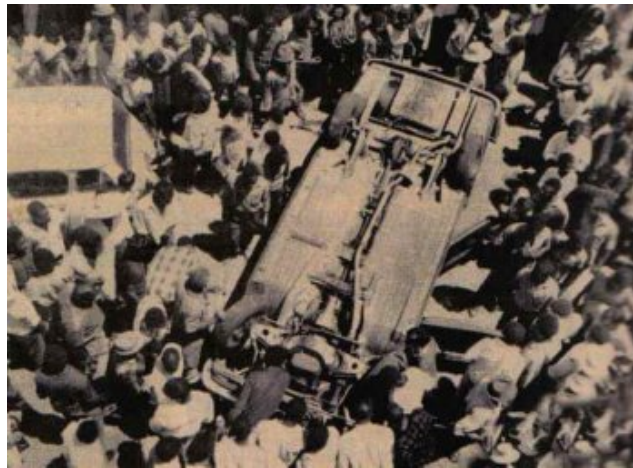
Tout le restant de la journée de ce lundi 20 mars 1967, les guadeloupéens continuent d'affluer vers le centre ville. Puis se dispersent par groupes, à la recherche de SRNSKY. Des affrontements sporadiques opposent les manifestants aux forces de répression appelées en renfort par le sous-préfet MAILLARD, présent sur place.

La nuit venue, des groupes de jeunes se forment et parcourent la ville à pied...



Mardi 21 & Mercredi 22 mars 1967 : Le peuple de Basse-Terre est en émeute. Plusieurs centaines de manifestants sont dans les rues. Ils se rassemblent à nouveau devant le "Sans Pareil". Le mardi 21, le magasin de SRNSKY est incendié, sa Mercedes incendiée jetée à la mer.

Face à la colère populaire, le préfet Pierre BOLOTTE déclare dans une intervention radiodiffusée qu'il comprend cette colère et que le coupable raciste sera poursuivi. En réalité, et comme toujours en régime colonial, il défend une autre thèse : ces manifestations n'auraient rien de spontané et seraient le fait d'agitateurs tentant d'exploiter l'incident à des fins politiques.



Renvoyant aux calendes grecques les poursuites judiciaires contre SRNSKY [\[1\]](#), BOLOTTE lance une violente répression contre les guadeloupéens : interdiction de tout attroupement et de toute réunion, fermeture des débits de boissons, quadrillage de la ville, appel à des renforts, arrestations aveugles, bastonnades en règle.

On dénombre plus d'une cinquantaine de blessés parmi les manifestants. Combien d'autres, pour échapper à la répression, auront préféré ne pas se rendre à Camp Jacob (hôpital de Saint-claude) ?

Le mercredi, la tension diminue, la députée communiste Gerty ARCHIMEDE se démène pour ramener le calme dans la ville et apaiser la colère populaire.

Pointe à Pitre - Jeudi 23 mars 1967 : Dans la nuit du jeudi au vendredi, alors que la répression s'abat sur les basse-terriens, une charge de dynamite endommage la façade du magasin "Sans Pareil" de Pointe à Pitre ; propriété du frère de SRNSKY.

Pointe à Pitre - Samedi 25 mars 1967 : S'alignant sur la position du préfet, Henri BANGOU, dirigeant du parti communiste et maire de Pointe à Pitre, fait distribuer un tract dans lequel son conseil municipal et lui "*désapprouvent toute action destructrice, aveugle, anonyme ou raciste contre des citoyens absolument étrangers aux évènements actuels et demande à la population de continuer à faire preuve de sang-froid, de calme et de clairvoyance civique*".



Avril 2007 : Des manifestants arrêtés en nombre, indistinctement présentés comme des émeutiers, sont lourdement condamnés dans des parodies de procès.

Lundi 1er Mai 1967 : Journée internationale des travailleurs.

Parti des alentours du terrain de l'usine Marquisat, le cortège composé d'une cinquantaine de manifestants traverse les principales rues du bourg, puis marque un arrêt devant la salle des fêtes, et s'achève devant le cinéma PAX.

Dans un contexte répressif, le pouvoir colonial français dépêche sur place des dizaines de képis rouges, fait relever les noms des participants. Dès lors, convocations & interrogatoires se multiplient.

La répression de mars et avril 1967, et les intimidations du 1er mai 1967 n'étaient rien, comparées au carnage que les militaires et CRS français allaient perpétrer les 26 et 27 mai 1967 dans les rues de Pointe-à-Pitre ; à l'encontre de passants, de jeunes et de travailleurs du bâtiment...

| Lire la suite : [Les journées des 26 & 27 mai 1967](#)

[1] Le procès de "l'affaire SRNSKY" débute le 15 décembre 1967 : l'accusé est "absent" ; 30 guadeloupéens, poursuivis sous des prétextes divers, seront eux lourdement condamnés le 22 décembre...